

## Question orale de Kattrin Jadin à Philippe Goffin (Affaires étrangères et Défense) sur "Le plan de paix de Donald Trump"

**Kattrin Jadin (MR):** Madame la présidente, monsieur le ministre, je sais que vous avez déjà eu l'occasion de répondre en séance plénière, il y a deux ou trois semaines, lorsque ce "plan de paix" a été présenté par Donald Trump et Benyamin Netanyahu. Ce plan prévoit la solution à deux États, prend comme acquis tout un pan de territoire palestinien colonisé par l'État d'Israël et, surtout, fait état d'une solution qui semble avoir fait l'objet de discussions exclusivement bilatérales.

Notre culture diplomatique en Europe et, il y a peu encore, dans de grands pans du monde, consiste en l'approche multilatérale dans le conflit israélo-palestinien. Ne présentant que des avantages, elle doit se faire dans l'intérêt des pays de la région directement concernée, pour conserver une paix durable et avec l'implication de pays européens comme la Belgique qui s'efforce de mener une diplomatie d'envergure et des coopérations économiques importantes. Notre pays a toujours veillé à entretenir des relations équilibrées mais amicales tant avec Israël – je tiens particulièrement à le souligner – qu'avec les autorités palestiniennes.

Ce plan en a surpris beaucoup. Les réactions au niveau de l'Union européenne ont d'ailleurs suivi assez rapidement. Le porte-parole de l'Union européenne, Josep Borrell, a réagi en affirmant ce qui a toujours été notre position en Belgique et au sein de l'Union, à savoir que nous appelons de nos vœux une solution équilibrée à deux États avec cette nécessité de condamner ce qui contrevient au droit international et à toutes les conventions des droits de l'homme, notamment en matière de colonisation. Nous avons également condamné les attaques terroristes ou encore celles qui paraissent disproportionnées à la suite de conflits très ponctuels.

Nous devons continuer à avoir une relation visant à réunir les deux protagonistes autour de la table, l'objectif étant d'obtenir une paix durable dans la région.

Monsieur le ministre, pourriez-vous nous faire un état des lieux des informations dont vous disposez? En effet, lors de votre première intervention, vous ne disposiez pas de toutes les informations nécessaires pour prendre concrètement position.

Pouvez-vous nous dire si, en tant que Parlement, nous pouvons prendre des initiatives, comme cela avait déjà été le cas sous la précédente législature avec le vote d'une résolution, qui avait fait beaucoup de bruit car elle avait fait l'unanimité au niveau des partis démocratiques et avait permis à notre diplomatie ainsi qu'à l'Union européenne d'avancer de manière plus forte et plus vigoureuse? Nous est-il possible de reprendre le flambeau pour tenter de pacifier la région?

Quoi qu'il en soit, au moins la sortie de Trump aura eu le mérite de remettre ce dossier au sommet de l'agenda européen et international.

**Minister Philippe Goffin:** Mevrouw de voorzitter, zoals u weet, neemt België sinds 1 februari 2020 het voorzitterschap van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties voor een maand over. Op 11 februari heb ik de Veiligheidsraad voorgezeten. Die vergadering was gewijd aan het Midden-Oosten en het Israëliisch-Palestijns conflict kwam hier uitgebreid aan bod. De vergadering werd bijgewoond door de Palestijnse president, Mahmoud Abbas.

Tijdens mijn betoog namens het Belgische voorzitterschap herinnerde ik eraan dat een geloofwaardig onderhandelingsproces moet beantwoorden aan het internationaal recht, inclusief de relevante resoluties van de Veiligheidsraad, en gebaseerd moet zijn op de parameters die zijn goedgekeurd door de internationale gemeenschap. Het is belangrijk om dat telkens opnieuw in herinnering te brengen. Sta mij toe om van de gelegenheid gebruik te maken om ze nogmaals te herhalen.

Premièrement, un accord sur les frontières des deux États sur la base des frontières du 4 juin 1967, avec des échanges de territoires définis d'un commun accord entre les parties. À cet égard, la Belgique considère que la politique de colonisation est illégale au regard du droit international et constitue un risque croissant pour la faisabilité de la solution à deux États.

Toute initiative crédible pour relancer le processus de paix doit s'accompagner de mesures visant à mettre un terme à la colonisation. Toute annexion unilatérale constituerait par ailleurs une violation flagrante du droit international et un obstacle à la paix. Les déclarations récentes en ce sens sont dès lors extrêmement préoccupantes.

La Belgique et l'Union européenne sauraient reconnaître les changements apportés aux frontières d'avant 1967, y compris pour ce qui est de Jérusalem et ce uniquement si, au préalable, elles ont été acceptées par les parties.

Ten tweede, een rechtvaardige, billijke en realistische oplossing voor het vluchtelingenprobleem. In deze context zal België het essentiële werk van het UNRWA op het terrein blijven steunen en roept het al zijn partners op hetzelfde te doen.

Ten derde, het is noodzakelijk om via onderhandelingen een manier te vinden om de status van Jeruzalem als de toekomstige hoofdstad van twee staten te regelen, rekening houdend met de verzuchtingen van al zijn bewoners.

Quatrièmement, des dispositions en matière de sécurité qui, pour les Palestiniens, respectent leur souveraineté et montrent que l'occupation est finie et qui, pour les Israéliens, assurent leur sécurité et empêchent la résurgence du terrorisme. Elles doivent aussi répondre efficacement aux menaces qui sont apparues dans la région et aux tentatives inacceptables de ceux qui cherchent à remettre en question l'existence même d'Israël. Une solution durable implique un État d'Israël à la légitimité reconnue de tous et un État de Palestine indépendant, démocratique, d'un seul tenant, souverain et viable, pour que les deux États puissent vivre côte à côte en paix, en sécurité et avec la reconnaissance mutuelle. Ces paramètres touchent à des problématiques extrêmement sensibles.

Toute contribution pour relancer une dynamique de négociations reste bienvenue, mais une remise en cause unilatérale de ces paramètres risque d'exacerber les tensions déjà fort présentes sur le terrain. C'est la raison pour laquelle la Belgique estime que les propositions américaines, qui s'écartent de ces paramètres, ne peuvent pas devenir le nouveau cadre de référence pour trouver une solution au conflit. Des échanges ont eu lieu avec les Américains à New York, à Washington et à Bruxelles, au cours desquelles la position belge a été expliquée. C'est ce que j'ai rappelé par ailleurs à Jared Kushner lors d'un échange téléphonique le 10 février en matinée.

Deze evaluatie wordt gedeeld door de Europese leden van de Veiligheidsraad namens wie ik een verklaring heb afgelegd in de marge van de vergadering van 11 februari. Polen, als voormalig lid, sloot zich hierbij aan.

Il faut toutefois souligner que le plan américain remet en lumière l'urgence de régler le conflit israélo-palestinien et qu'il a le mérite de placer cette question tout en haut de l'agenda politique et diplomatique.

De internationale gemeenschap moet zich nu dringend mobiliseren teneinde een gunstig klimaat te creëren dat zal bijdragen tot het opstarten van geloofwaardige onderhandelingen.

Des discussions sont en cours au sein de l'Union européenne afin de déterminer sa contribution à un tel processus et de réfléchir aux leviers à notre disposition pour réengager Israël et les Palestiniens dans un esprit constructif.

L'Union européenne doit aussi faire passer des messages très clairs aux parties concernées afin de les décourager d'entreprendre des actions unilatérales qui pourraient nuire à la recherche de la paix.

Le haut représentant Josep Borrell a eu un échange sur le sujet avec les ministres des Affaires étrangères lors de la réunion du Conseil de ce 17 février. La réflexion se poursuivra au cours des prochaines semaines et je ne doute pas que nous aurons prochainement l'occasion d'en débattre ici même.

Il y a bien eu une réunion à la mission américaine à New York. Ce n'est pas habituel mais cela fait partie du travail diplomatique normal. L'ambassadeur belge y a effectivement participé, à l'invitation de son homologue. Son rapport est tout à fait dans la ligne de la position belge, que nous avons rappelée et que j'ai pu souligner publiquement lors du Conseil du 11 février à New York. Pour le reste, je laisse à la presse l'interprétation qu'elle souhaite donner à cela, dans le cadre de sa liberté qui lui est chère, ainsi qu'à nous.

Mijnheer De Roover, de uitnodiging van DCI is bewust omdat de situatie van alle kinderen in conflictzones prioritair is. DCI is een partner van tal van UN-leden. Er zijn bij mijn weten geen gerechtelijke acties tegen DCI of tegen de heer Parker. Dit is ook belangrijk als wij over rechtsstaten spreken.

De meningen van DCI behoren tot haar verantwoordelijkheid. Wij steunen de acties voor alle kinderen die in conflictzones wonen.